

Fonds local d'aide aux jeunes

Vu :

- la loi n° 89-905 du 19 décembre 1989, favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle, notamment son titre III ;
- la loi n° 92-722 du 29 juillet 1992, portant adaptation de la loi relative au Revenu minimum d'insertion (RMI), notamment ses articles 43-2, 43-3, 43-4 et 51 ;
- le décret n° 93-671 du 27 mars 1993, relatif aux Fonds d'aide aux jeunes en difficulté ;
- l'avis du Conseil départemental de l'insertion (CDI) du Rhône du 12 décembre 2005 ;
- la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;
- les délibérations du Conseil général du 15 avril, 22 juillet, 1^{er} décembre 2005, et du 31 mars 2006 ;

Entre :

. Le Président du Conseil général, Monsieur Michel MERCIER,

Et :

. La Commune d'Oullins, représentée Monsieur François-Noël BUFFET, Sénateur-Maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Création

Il est institué un Fonds local d'aide aux jeunes en difficulté.

Article 2 : Ressort

Le ressort du Fonds est la Commune d'Oullins

Article 3 : Gestion financière

La gestion financière du Fonds local est assurée par la Mission Intercommunale du Sud-Ouest Lyonnais, 12 rue du Colonel Sebbane, 69600 Oullins.

Article 4 : Bénéficiaires du Fonds local

Les aides du Fonds local sont susceptibles d'être accordées aux jeunes de 18 ans à 25 ans, français ou étrangers en situation de séjour régulier en France, qui connaissent des difficultés d'insertion sociale

ou professionnelle et qui sont suivis par un référent, personne qualifiée et identifiée au sens de l'article 6.

Aucune durée minimale de résidence dans la commune n'est exigée.

La domiciliation auprès d'une association est possible.

Article 5 : Objet des aides du Fonds local

Les aides du Fonds local sont destinées à favoriser l'insertion des jeunes auxquels elles bénéficient.

Elles prennent la forme :

1. de secours temporaires pour faire face à des besoins urgents,
2. d'une aide financière pour aider à la réalisation du projet d'insertion qui fait l'objet d'un engagement de la part du bénéficiaire,
3. d'actions d'accompagnement.

Ces actions consistent en un suivi individualisé.

Elles visent à accompagner les jeunes dans leur démarche ou leur projet d'insertion, notamment pour leur permettre de bénéficier des différentes mesures d'aide à l'insertion sociale ou professionnelle.

Elles concernent des jeunes pour lesquels l'insertion ne peut s'effectuer facilement ou rapidement : jeunes exclus de fait ou proches de l'exclusion, dans des situations psychologiques et sociales à la fois graves et complexes, qui ne peuvent pas être pris en charge, à courte échéance, dans le cadre des dispositifs ordinaires d'insertion.

Ces actions d'accompagnement font l'objet d'une concertation de l'ensemble des partenaires compétents intervenant en direction des jeunes en difficulté sur la commune ou la communauté de communes.

Les projets élaborés sont validés par le comité départemental de pilotage, sur proposition du comité d'attribution du Fonds local.

Des conventions particulières avec des organismes définissent les actions, les modalités de leur suivi et de leur évaluation, et les moyens mobilisables pour atteindre les objectifs fixés.

Le Fonds local ne peut pas financer les interventions d'accompagnement relevant des missions des autres services publics.

Article 6 : Modalités, durée, montant des aides du Fonds local

Les aides du Fonds local sont attribuées de façon directe aux jeunes ou par le biais de mesures d'accompagnement individuelles ou liées à une démarche d'insertion.

Tout jeune bénéficiaire d'une aide du Fonds local fait l'objet d'un suivi par un référent, personne qualifiée et identifiée relevant d'une mission locale, d'une permanence d'accueil, d'information et d'orientation, d'un service social ou d'un autre organisme compétent en matière d'insertion sociale ou professionnelle.

Ces aides peuvent être accordées sous forme de dons et/ou de prêts.

En principe, l'aide est versée directement au jeune ; elle peut être également versée à un tiers prestataire.

Les prêts sans intérêt sont remboursés suivant un échéancier prévu avec le jeune au moment de son attribution. Le remboursement peut intervenir, pour tout ou partie, sous forme d'activité d'utilité publique à définir au moment de l'attribution.

Ces aides sont modulables dans la durée et le montant, mais elles restent ponctuelles :

- les aides sont attribuées pour une période au plus égale à trois mois,
- lorsqu'une aide est envisagée sur une plus longue durée, le contenu du projet d'insertion devra le justifier,
- le renouvellement d'une aide est subordonné à un réexamen de la situation du bénéficiaire.

Article 7 : Attribution des aides

Elle relève du comité d'attribution local qui se prononce sur les demandes formulées.

En cas de nécessité d'aides d'urgence, délégation est donnée au secrétariat du comité d'attribution local pour accorder une aide pour des prestations simples, validée à posteriori par le comité d'attribution local dans le mois qui suit.

Article 8 : Fonctionnement du comité d'attribution du Fonds local

Le président est désigné par le maire de la commune ou le président de la communauté de communes.

Un règlement intérieur applicable au Fonds local est établi.

Article 9 : Dispositions relatives au Fonds local

Pour 2006, le Fonds local d'Oullins est alimenté par les contributions suivantes :

- . Pour le Fonds départemental :
- . Pour la Commune d'Oullins 3747,52 euros
- . Reliquat constaté sur l'exercice précédent : 1333,76 euros

Un bilan financier est effectué et produit à chaque fin d'exercice budgétaire. Si celui-ci fait apparaître un excédent et sur avis conforme des collectivités contributrices (commune et département) il pourra être considéré comme un acompte sur leurs contributions à l'occasion du renouvellement de la convention. En cas de non renouvellement de celle-ci, cet excédent sera reversé, à parts égales, aux deux collectivités signataires de la convention.

Les ressources du Fonds comprennent également les remboursements des prêts, lorsque des aides sont attribuées sous cette forme.

Les dépenses du Fonds local d'Oullins comprennent les aides définies à l'article 5.

Article 9 bis : dispositions relatives aux frais de gestion

La Commune est autorisée à valoriser, sur sa participation, des frais de gestion dont le montant est fixé à 15% maximum du montant total du Fonds, hors reliquat, soit 562.13 euros.

Article 10 : Suivi et évaluation du dispositif

Un rapport est transmis périodiquement par le secrétariat du comité d'attribution du Fonds local au comité départemental de pilotage sur le fonctionnement de ce Fonds et sur les jeunes bénéficiaires des aides.

Ce rapport fait apparaître la part des aides financières directes et celle affectée aux mesures d'accompagnement social.

Il comporte des informations statistiques obligatoires définies par le comité de pilotage départemental.

Article 11 : Durée de la convention

La convention est conclue pour l'année 2006.

Fait à , le

Le Président du Conseil général
du Rhône

Michel MERCIER

Le Sénateur-Maire d'Oullins

François-Noël BUFFET